Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 301 309 du 12 février 2024
dans l'affaire X / X

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître E. DIDI
Avenue de la Jonction 27
1060 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA X^{ème} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 31 mai 2023 par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 25 avril 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 7 décembre 2023 convoquant les parties à l'audience du 16 janvier 2024.

Entendu, en son rapport, O. ROISIN, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante représentée par Me E. DIDI, avocat, et J.-F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de *« refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire »*, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, qui est motivée comme suit :

*« **A. Faits invoqués***

Selon vos déclarations, vous êtes née le […] *à Dschang au Cameroun. Vous êtes de nationalité camerounaise, d'ethnie bamiléké et de religion chrétienne catholique.*

Vous quittez votre pays le 16 septembre 2020. Vous arrivez en Belgique le 23 novembre 2020. Vous introduisez une demande de protection internationale auprès de l'Office des Etrangers le 30 novembre 2020.
A l'appui de votre demande de protection internationale, vous invoquez les faits suivants :

En 2015, vous rencontrez F.F., originaire de Bali dans le Nord-Ouest du Cameroun. Vous êtes mariés de manière traditionnelle la même année. Vous vous installez ensemble et vivez à Dschang.

Le 14 avril 2016, nait votre fille F.A..

Le 06 février 2020, l'école de votre fille vous prévient que cette dernière n' était pas présente à l'école ce jour. Vous vous rendez au commissariat de Dschang pour déclarer la disparition de votre fille.

Le 09 février 2020, le corps de votre fille est retrouvée dans un champ aux abords de son école avec l'inscription suivante « Ceci n'est qu'un avertissement ».

Le 23 février 2020, votre époux part en voyage dans le cadre de son emploi dans la maintenance informatique.

Le 05 mars 2020, la gendarmerie de Dschang vous arrête à votre domicile. Elle vous accuse vous et votre mari d'être à l'origine de la mort de votre fille. Elle accuse votre mari d'être un séparatiste anglophone.

Au courant du mois de mars 2020 , vous êtes transférée dans une prison de Bamenda où vous restez près de six mois.

Fin du mois d'aout 2020, un policier présent dans le bâtiment dans lequel vous êtes enfermée décide de vous aider à vous évader. A cet égard, il contacte le cardinal T. qui organise votre évasion et votre fuite du pays.

Vous indiquez avoir fait l'objet de maltraitances et de viols dans le cadre de vos détentions.

Le 16 septembre 2020, vous quittez le Cameroun accompagnée d'un prêtre européen et d'autres personnes.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous déposez votre certificat de grossesse pour l'organisation de votre entretien ainsi que l'acte de naissance de votre enfant.

B. Motivation

Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux. Cependant, étant donné la présence de votre nouveau-né au cours des deux entretiens personnels, il vous a été signifié que différentes interruptions et pauses seraient effectuées et que, si vous en ressentiez le besoin, vous pouviez signaler à tout instant votre désir d'effectuer une pause.

Dès lors que des mesures de soutien spécifique ont été prises à votre égard, il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.

A l'appui de votre demande de protection internationale, vous avez invoqué craindre les autorités camerounaises qui vous accusent de soutenir les rebelles séparatistes anglophones (NEP1,p.28). Après examen au fond de l'ensemble des faits que vous avez invoqués à la base de votre demande de protection internationale et de l'ensemble des éléments qui se trouvent dans votre dossier administratif, il y a cependant lieu de constater que ni le statut de réfugié ni celui de protection subsidiaire ne peuvent vous être octroyés, et ce pour les raisons suivantes.

En premier lieu, le CGRA n'est pas convaincu de votre présence à Dschang à la période que vous indiquez. Concernant votre vécu à Dschang au cours de la période où émerge le conflit dans la zone anglophone, vous avez été invitée à plusieurs reprises à rendre compte des évènements ou changements marquants survenus à Dschang dès lors que vous y vivez de 2012 à 2020 (NEP2,p.10-11). Force est de constater qu'à ce sujet vos déclarations restent très évasives, imprécises et inconsistantes. En effet, vous évoquez des faits de décapitations de policiers de manière extrêmement sommaires sans en rendre le contexte précis au cours duquel ces évènements graves auraient eu lieu (NEP2,p.10). Invitée à rendre compte des changements qui auraient eu lieu à Dschang en raison du

conflit dans la zone anglophone et qui impacteraient votre vie quotidienne, vos déclarations restent très évasives (NEP2,p.11). Invitée à vous exprimer sur les flux de populations anglophones trouvant refuge à Dschang à cette période, vous êtes dans l'incapacité de rendre compte des modifications substantielles de population ayant cours dans votre région (NEP2,p.11). Le CGRA relève que votre silence sur la situation des réfugiés anglophones à Dschang contredit les informations objectives à ce sujet. En effet, au regard de ces informations, la région de Dschang a fait face à d'importants flux de déplacés internes anglophones, faisant de Dschang l'arrondissement du Ménoua comptant le plus de déplacés de la région (Cf Farde Info Pays, document n°1 et 2). Il n'est donc pas crédible que vous soyez incapable d'évoquer de tels changements survenant dans votre propre région.

En raison de vos déclarations inconsistantes et peu circonstanciées sur la situation prévalant à Dschang au moment de l'émergence du conflit en zone anglophone, le CGRA ne considère pas comme établi votre vécu dans la région à la période à laquelle vous prétendez y vivre.

Quant aux positions politiques de votre mari F.F., en raison desquelles vous auriez rencontré les problèmes que vous invoquez au fondement de votre demande de protection internationale, le CGRA ne peut les considérer comme crédibles en raison de leur caractère évolutif.

En effet, questionnée à plusieurs reprises sur les discussions que vous avez eu avec votre mari au sujet du conflit sévissant dans sa région d'origine, vous déclarez n'en avoir jamais parlé avec lui (NEP2,p.11). Vous confirmez vos déclarations à ce sujet lorsqu'invitée à préciser si au cours de votre vie de couple vous aviez déjà discuté avec lui de ses positions sur les problèmes qui émergent dans les zones anglophones du pays, vous déclarez qu'il n'a jamais évoqué le sujet (NEP2,p.12).

Invitée ensuite à revenir sur l'engagement de votre mari dans la cause anglophone, vous allez cette fois-ci tenir un tout autre discours. En effet, vous déclarez à ce sujet que votre mari était non seulement favorable aux revendications des anglophones mais que vous aviez déjà discuté avec lui à plusieurs reprises de ce sujet (NEP2,p.16). Vous ajoutez qu'il s'agissait d'ailleurs d'une position largement partagée dans sa famille (NEP2,p.17).

De telles évolutions et contradictions dans vos déclarations ne peuvent que fragiliser la crédibilité de vos déclarations et donc la crainte qui sous-tend l'ensemble de votre récit.

Quant aux raisons invoquées par la police pour justifier votre arrestation, le CGRA ne peut les considérer comme crédibles en raison du caractère évolutif de vos déclarations.

En effet, invitée dans un premier temps à rendre compte des interactions que vous avez la police et des raisons qu'ils invoquent pour justifier votre arrestation, vous déclarez qu'ils accusent votre mari d'être un séparatiste anglophone chez qui se déroulaient des réunions et que suite au refus de coopérer de votre mari, des séparatistes ont assassiné votre fille(NEP2,p.12). Invitée à expliciter la discussion tenue avec la police lors du premier interrogatoire, vous confirmez vos déclarations (NEP,p.13).

Invitée à décrire le premier interrogatoire dont vous faites l'objet à la gendarmerie de Dschang, vous tenez un tout autre discours. En effet, cette fois-ci, vous déclarez que la police vous accusait personnellement ainsi que votre mari d'avoir vous-même tué votre fille et en rendre responsable les autorités, afin de justifier par la suite les actes des séparatistes anglophones (NEP2,p.16).

Une telle évolution dans vos déclarations en lien avec les accusations portées à votre encontre et en raisons desquelles vous auriez été arrêtée puis détenue durant plusieurs mois ne peut qu'amener le CGRA à ne pas leur accorder la moindre crédibilité.

Quant à votre vécu près de six mois dans une prison de la région de Bamenda, période centrale dans le cadre de votre demande de protection internationale, le CGRA ne peut le considérer comme crédible.

En effet, questionnée à de nombreuses reprises sur les interactions que vous avez avec vos codétenues, vous êtes dans l'incapacité d'évoquer les conversations ou les noms des personnes avec qui vous restez en cellule (NEP2,p.18-19) alors que vous restez non seulement six mois incarcérée dans le même lieu mais que la cellule constitue le lieu dans lequel vous restez le plus longtemps au cours d'une journée (NEP2,p.19). Dans le même ordre d'idées, alors que vous êtes invitée à expliciter les interactions et discussions que vous avez avec vos codétenues au cours des repas partagés dans la salle commune, vous déclarez de nouveau que vous ne parliez à personne et que vous restiez dans

votre coin et que dès lors, vous ne pouvez rendre compte de discussions que vous auriez eu (NEP2,p.22). Il n'est pas crédible qu'étant durant six mois dans une cellule avec au minimum quatre autres femmes (NEP2,p.18), vous soyez dans l'incapacité d'évoquer la moindre conversation avec l'une d'entre elles. Le CGRA relève qu'une telle inconsistance dans vos déclarations est d'autant moins crédible que votre description succincte et peu circonstanciée d'une journée en prison ne met en évidence que deux lieux : la cellule et la salle où les repas étaient servis (NEP2,p.19), deux lieux de socialisation par excellence, ce qui rend d'autant moins vraisemblable votre incapacité à évoquer des discussions qui s'y seraient tenues. Il en est substantiellement de même pour les viols que vous évoquez et qui auraient eu lieu en cellule (NEP2,p.28). En effet, vous déclarez qu'à plusieurs reprises un inspecteur vous aurait personnellement fait sortir de cellule pour vous emmener dans un autre lieu afin d'abuser de vous (NEP2,p.28). Questionnée sur la réaction de vos codétenues lorsque vous êtes ainsi amenés à sortir et rentrer de cellule seule, vous ne savez rien en dire (NEP2,p.28) ce qui est, de nouveau, très peu vraisemblable.

En raison de vos déclarations inconsistantes, le CGRA ne peut considérer comme crédible votre séjour de six mois en prison dans les circonstances que vous décrivez.

Quant à votre évasion des lieux, le CGRA ne peut pas plus la tenir pour crédible.

En effet, à ce sujet vous évoquez le rôle central du cardinal T. qui serait l'organisateur de votre évasion des lieux (NEP1,p.21). Questionnée sur vos interactions avec le cardinal T., vous déclarez dans un premier temps que, s'il est à l'origine de votre évasion, vous ne lui avez jamais parlé car vous n'en avez pas eu l'occasion (NEP1,p.21).

De nouveau invitée à évoquer la manière dont vous avez fui votre lieu d'enfermement, votre discours va évoluer puisque cette fois-ci, vous déclarez avoir discuté avec le cardinal au lendemain de la messe qu'il a donné, qu'il a promis de vous sortir de là et qu'il enverrait quelqu'un pour vous aider à fuir (NEP2,p.25-26).

Cette évolution substantielle et contradictoire finit d'achever de convaincre le CGRA du caractère peu crédible de votre récit et de la crainte qui le sous-tend.

Outre le statut de réfugié, un demandeur d'une protection internationale peut également se voir accorder le statut de protection subsidiaire si la violence aveugle dans le cadre du conflit armé qui affecte le pays d'origine du demandeur atteint un niveau tel qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans ce pays ou, le cas échéant, dans la région concernée, y courra, du seul fait de sa présence, un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort d'une analyse approfondie de la situation sécuritaire actuelle au Cameroun (voir ***COI Focus « Cameroun. Crise anglophone. Situation sécuritaire. »*** *du 19 novembre 2021,disponible sur https://www.cgra.be/sites/default/files/rapporten/coi_focus_cameroun._crise_anglophone__situation_securitaire_20211119.pdf ou https://www.cgvs.be/fr que ce pays est actuellement affecté par une crise appelée « crise anglophone ». Il s'agit toutefois d'un conflit localisé, qui se limite principalement aux deux régions anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La zone francophone du Cameroun n'est pas affectée par les violences liées à la crise anglophone, mis à part quelques incidents isolés. Il ressort donc clairement des informations que la violence liée à la crise anglophone est actuellement d'une ampleur très limitée dans la partie francophone du pays et qu'elle n'est pas généralisée. Dès lors, l'on ne peut pas affirmer qu'un civil, du seul fait de sa présence, y court un risque réel de subir une atteinte grave au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.*

Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse approfondie de toutes les informations disponibles, force est de conclure que la situation dans la partie francophone du Cameroun, plus précisément dans la région de Dschang dont vous êtes originaire, ne répond pas aux critères définis à l'article 48/4, § 2 c) de la loi du 15 décembre 1980, qui vise à offrir une protection dans la situation exceptionnelle où la violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé atteint un niveau tel qu'il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans le pays en question, ou en l'espèce dans la région en question, un civil y serait exposé, du seul fait de sa présence, à un risque réel de subir une atteinte grave telle que visée à l'article 48/4 §2 c) précité.

Il découle de ce qui précède que le Commissariat général ne peut conclure qu'en cas de retour dans votre région d'origine vous encourriez un risque réel de subir des menaces graves contre votre vie ou votre personne en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, visées par l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980.

Les documents que vous déposez, à savoir votre certificat de grossesse et l'acte de naissance de votre enfant ne sont pas de nature à inverser le sens de la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. Le cadre juridique de l'examen du recours

2.1. Dans le cadre d'un recours en plein contentieux, le Conseil jouit, en vertu de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « *soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général* […], *quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général* […] *s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée.* […]. *Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général* […] *soit la réformer* […] » (Projet de loi réformant le Conseil d'État et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., Sess. ord. 2005-2006, n° 2479/001, p. 95).

Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaître des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2011/95/UE »). A ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « *recours effectif devant une juridiction* » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la « directive 2013/32/UE »).

A cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux États membres de veiller « *à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et ex nunc tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE* ».

Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après dénommé le « TFUE ») (CJUE, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

2.2. S'agissant de la charge de la preuve, le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1er , première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lus notamment au regard de l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/UE du 13 décembre 2011 du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des

pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence le Commissaire général, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur de protection internationale ; pour ce faire, il doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a, à d, de la loi du 15 décembre 1980 (v. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017).

3. La requête

3.1. Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil »), la partie requérante fonde, en substance, sa demande de protection internationale sur les faits exposés dans la décision attaquée.

3.2. La partie requérante prend un moyen tiré de la violation:

« […]
- de l'article 1er de la Convention internationale de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ;
- des articles 48, 48/2, 48/3, 48/4, 48/5, 48/7, 57/6 al.2 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
- des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;
- des articles 8.17 et 8.18 du livre 8 du code civil, combiné au principe de la foi due aux actes ;
- des principes généraux de bonne administration, dont le devoir de prudence, de précaution, le principe de légitime confiance et l'obligation de prendre en compte l'ensemble des éléments pertinents du dossier […] ».

3.3. Dans l'argumentation développée dans sa requête, la partie requérante fait en substance grief à la partie défenderesse de ne pas avoir correctement évalué le bien-fondé de sa demande de protection internationale.

3.4. En conséquence, elle demande au Conseil :

« […]
A titre principal,
De réformer la décision attaquée du Commissaire général aux Réfugiés et aux Apatrides, et, en conséquence, de lui reconnaître la qualité de réfugiée et à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de la protection subsidiaire,
A titre subsidiaire,
D'annuler la décision attaquée. ».

4. Les éléments communiqués au Conseil

4.1. La partie requérante joint les éléments suivants à sa requête :

« *1. CGRA, décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, 26.04.2023*
2. Désignation du Bureau d'Aide juridique
3. COI Focus « Cameroun : régions anglophones : situation sécuritaire » du 20 février 2023
4. Articles de presse sur l'enlèvement des enfants à l'ouest du Cameroun ».

4.2. Le 31 mai 2023, par le biais d'une note complémentaire transmise via J-Box, la partie requérante fait parvenir de nouveaux éléments, à savoir :

« *1.Office des étrangers, autorisation de séjour de deux ans, 25.09.2023*
2.CGRA, décision du 30.10.2023
3.Google Map, Dschang à moins de 20 kilomètres du Sud-Ouest
4.Google Map, Dschang à 35 kilomètres de Lebialem et page 31 du COI Focus ».

4.3. Le 12 janvier 2024, par le biais de J-Box, la partie défenderesse fait parvenir une note complémentaire au Conseil dans laquelle elle renvoie au :

« *COI Focus CAMEROUN Régions anglophones : situation sécuritaire, Cedoca, 20 février 2023 (mise à jour, langue de l'original : français). Joint électroniquement ci-dessous ou disponible sur le site internet du CGRA à l'adresse suivante : https://www.cgra.be/fr/infos-pays/regions-anglophones-situation-securitaire* [...] ».

4.4. Le dépôt de ces nouveaux éléments est conforme aux conditions de l'article 39/76 de la loi du 15 décembre 1980.

5. Examen sous l'angle de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. A titre liminaire, le Conseil rappelle que l'article 48/3, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980 dispose que « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ».

En vertu de l'article 1er, section A, § 2, premier alinéa, de la Convention relative au statut des réfugiés, signée à Genève le 28 juillet 1951 et entrée en vigueur le 22 avril 1954 (ci-après dénommée la « Convention de Genève », Recueil des traités des Nations unies, vol. 189, p. 150, n° 2545 (1954)), telle qu'elle est complétée par le Protocole relatif au statut des réfugiés, conclu à New York le 31 janvier 1967, lui-même entré en vigueur le 4 octobre 1967, le terme « réfugié » s'applique à toute personne qui, « *craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner* ».

5.2. En l'espèce, la partie requérante, de nationalité camerounaise et d'origine ethnique bamiléké, déclare craindre d'être persécutée par ses autorités dans la mesure où ces dernières l'accusent de soutenir les rebelles séparatistes anglophones.

5.3. La partie défenderesse refuse de reconnaître la qualité de réfugié au requérant et de lui octroyer la protection subsidiaire pour différents motifs (v. ci-avant « 1. L'acte attaqué »).

5.4. Dans sa requête, la partie requérante reproche, en substance, à la partie défenderesse d'avoir mal apprécié les éléments de sa demande et se livre à une critique des divers motifs de la décision entreprise.

5.5. Le Conseil rappelle que dans le cadre d'un recours en plein contentieux, il jouit d'une compétence de pleine juridiction, ce qui signifie qu'il « soumet le litige dans son ensemble à un nouvel examen et qu'il se prononce, en tant que juge administratif, en dernière instance sur le fond du litige, ayant la compétence de réformer ou de confirmer les décisions du Commissaire général […], quel que soit le motif sur lequel le Commissaire général […] s'est appuyé pour parvenir à la décision contestée. […]. Le Conseil n'est dès lors pas lié par le motif sur lequel le Commissaire général […] s'est appuyé pour parvenir à la décision : la compétence de « confirmation » ne peut clairement pas être interprétée dans ce sens. Ainsi, le Conseil peut, soit confirmer sur les mêmes ou sur d'autres bases une décision prise par le Commissaire général […] soit la réformer […] » (v. Projet de loi réformant le Conseil d'Etat et créant un Conseil du Contentieux des étrangers, Exposé des motifs, Doc. parl., Ch. repr., sess. ord. 2005-2006, n° 51 2479/001, p. 95).

5.6. Pour sa part, après examen de l'ensemble du dossier administratif et des pièces de procédure, mais aussi après avoir entendu la requérante à l'audience du 16 janvier 2024, conformément à l'article 14, alinéa 3, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil, le Conseil estime qu'il ne peut pas se rallier à la motivation de la décision entreprise, motivation qui ne résiste pas à l'analyse.

5.7. D'emblée, le Conseil constate que l'identité et la nationalité de la partie requérante ne sont pas contestées en l'espèce.

5.8. Ensuite, concernant la cohérence et la consistance du récit présenté par la partie requérante, le Conseil rejoint la requête en ce qu'il ressort en l'espèce d'une lecture attentive de la décision attaquée que certains des reproches formulés par la partie défenderesse manquent de fondement ou de pertinence.

5.8.1. Ainsi, tout d'abord, force de constater, tout comme dans la requête, que la partie défenderesse « *ne remet pas en question le fait que* [la partie requérante] *est originaire de Dschang* […] ». Ensuite, si la partie défenderesse remet en cause la présence de la partie requérante à Dshang « *au cours de la période où émerge le conflit dans la zone anglophone* […] », le Conseil juge que les constats sur lesquels elle se fonde pour parvenir à cette conclusion sont largement insuffisants. En effet, outre qu'elle ne fournit aucune indication temporelle dans sa motivation quant à cette « *période ou émerge le conflit dans la zone anglophone* », il y a lieu de constater que le caractère évasif et imprécis des déclarations de la requérante au sujet de son vécu dans la région de Dschang, au cours de la période indiquée, ne se vérifie pas à la lecture des notes de son entretien personnel. *A contrario*, la partie requérante décrit, à suffisance, « *l'influence du conflit sur sa vie quotidienne : les enlèvements d'enfants avec le partage sur facebook des avis de recherche (NEP 2, page 6), les messages de la maison de la radio (NEP 2 page 9), les séparatistes qui s'installent dans un village à 1h30 de Bamenda (NEP 2, page 10), les attaques dans la région, la décapitation d'un policier (idem)* […] », sans que son incapacité à fournir des informations sur « *les flux de populations anglophones trouvant refuge à Dschang à cette période* » ne puisse raisonnablement modifier cette conclusion. Par conséquent, le Conseil tient pour établi que la requérante était à Dschang au moment où elle allègue s'y être trouvée, plus particulièrement lorsque le conflit dans la zone anglophone a éclaté.

5.8.2. Ensuite, s'agissant des positions politiques de son mari, le Conseil estime, à l'instar de la requête, que les propos de la requérante sur cet aspect de son récit sont suffisamment circonstanciés et constants. Si la partie défenderesse les qualifie d'évolutives, force est de constater qu'il ressort effectivement des déclarations de la requérante, ainsi qu'elle le plaide dans ses écrits, qu'elle a opéré une distinction entre les revendications des anglophones d'une part, et celles des séparatistes d'autre part lorsqu'elle a évoqué les positions politiques de son mari et de sa famille (v. notamment NEP du 7 novembre 2022, pages 11, 12, 16 et 17). Le grief de la partie défenderesse n'est dès lors pas fondé.

5.8.3. Par ailleurs, le Conseil observe que les propos de la requérante au sujet de son arrestation, de sa détention et des mauvais traitements dont elle a fait l'objet dans ce cadre sont suffisamment circonstanciés et consistants pour tenir ces faits pour établis.

A cet égard, s'agissant tout d'abord du motif pour lequel la police procède à l'arrestation de la requérante, force est de constater que la partie défenderesse s'adonne à une lecture bien trop sévère des déclarations de la requérante sur ce point en ce que cette dernière a constamment déclaré que la police a procédé à son arrestation car elle accusait son mari d'être un séparatiste anglophone qui tenait des réunions à leur domicile et qu'elle leur imputait, à elle et à son mari, la responsabilité de la mort de leur fille (v. notamment NEP du 7 novembre 2022, pages 11, 12, 14, 16 et 17).

Quant aux propos de la requérante relatifs à sa détention, le Conseil observe, à l'inverse de la partie défenderesse, qu'elle a tenu des propos particulièrement circonstanciés et empreints d'un sentiment de vécu tant sur son vécu de près de six mois au sein de la prison que sur ses codétenues et les viols dont elle a été victime (v. notamment NEP du 7 novembre 2022, pages 18, 19, 21, 22 et 28). L'incapacité de la requérante à évoquer « *la moindre conversation avec l'une d'entre elles* », telle que relevée dans la décision attaquée, ne trouve aucun écho significatif à la lecture des déclarations antérieures de la requérante. Quant au grief selon lequel la requérante n'est pas en mesure d'expliquer la réaction de ses codétenues lorsqu'elle est « *amené*[e] *à sortir et rentrer de cellule seule* […] », après avoir été violée, il apparait plausible, ainsi qu'argumenté dans la requête, que « *ces dernières ont pu effectivement se taire et ne pas réagir, de peur de subir le même sort que la requérante* ».

5.8.4. Pour le surplus, il n'est pas nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion quant au fait que la partie requérante établit à suffisance craindre des persécutions dans son pays d'origine en raison des accusations de collaboration avec les séparatistes rebelles anglophones dont elle a fait l'objet et des violences graves dont elle a été victime.

5.9. En définitive, dans les circonstances de la présente cause, le Conseil considère que, même s'il subsiste des zones d'ombre dans le récit de la partie requérante, il n'en reste pas moins que ses déclarations prises dans leur ensemble et les documents qu'elle a produits établissent à suffisance le bien-fondé de la crainte qu'elle allègue.

5.10. Conformément à l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, le fait qu'un demandeur a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution est considéré comme un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ne se reproduira pas. En l'espèce, il n'est pas démontré qu'il existe de bonnes raisons de penser que les persécutions subies par la requérante ne se reproduiront pas.

5.11. En conséquence, la partie requérante établit qu'elle a quitté son pays d'origine et qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés. Sa crainte se rattache à ses opinions politiques qui lui sont imputées par ses autorités nationales.

5.12. Enfin, le Conseil n'aperçoit, au vu du dossier, aucune raison sérieuse de penser que la partie requérante se serait rendue coupable de crimes ou d'agissements visés par l'article 1er, section F, de la Convention de Genève, qui seraient de nature à l'exclure du bénéfice de la protection internationale prévue par ladite Convention.

6. Le moyen de la requête est, par conséquent, fondé en ce qu'il allègue une violation de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980. Il n'y a, en conséquence, pas lieu d'examiner les autres critiques formulées dans le recours qui ne pourraient conduire à une décision qui serait plus favorable au requérant.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

Le statut de réfugié est accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le douze février deux mille vingt-quatre par :

O. ROISIN,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
P. MATTA,	greffier.

Le greffier,	Le président,
P. MATTA	O. ROISIN